



## **POUR UN QUÉBEC MODERNE ET SOUVERAIN QUI DÉFEND LES DROITS DE TOUS!**

**PARTI MARXISTE-LÉNINISTE DU QUÉBEC**

1360, rue Ontario est, Montréal H2L 1S1  
permanence@pmlq.qc.ca • (514) 522-5872

---

### **Réponses du PMLQ au questionnaire du Regroupement des cuisines collectives du Québec, 18 septembre 2026**

#### **Question 1. Financement des groupes de cuisines collectives**

*Faute de moyens, 80 % des organismes de cuisines collectives ont dû suspendre des activités au cours de la dernière année. Six organismes sur dix refusent des personnes qui souhaitent participer. Le RCCQ demande un rehaussement de 115 000 \$ par organisme, soit 11,5 M\$ pour l'ensemble du réseau. Cette somme assure l'embauche d'une personne par organisme ainsi que les frais opérationnels.*

*Vous engagez-vous à inscrire ce rehaussement de 11,5 M\$ au premier budget d'un gouvernement dont votre formation ferait partie ?*

Réponse : Le Parti marxiste-léniniste du Québec soutient qu'une nouvelle direction de l'économie est nécessaire et urgente. Le but de l'économie est de prendre soin de l'environnement naturel et social et s'assurer de répondre aux besoins croissants du peuple pour se nourrir, se vêtir, se loger, en éducation, en santé, en services sociaux. Sans ce changement fondamental d'orientation, les gouvernements successifs poursuivent le pillage du trésor public pour payer des projets privés et enrichir des "cliques". Le projet Northvolt a englouti à lui seul 510 millions de dollar du trésor public et en plus ce sont 200 millions de dollar de la Caisse de dépôt et de placement du Québec qui ont été perdus. À peine 200 millions de dollar ont été récupéré de cette faillite. Le fiasco SAAQclic (projet Casa), du projet initial de 630 millions, 1,1 milliards ont été dépensés et ce sont 500 millions de plus en tarifs horaires qui sont passés de 82\$ à 350\$. La gestion de la crise à elle seule a coûté au trésor public 41,3 millions. Avec une nouvelle orientation de l'économie trouver 11,5 millions de dollar et investir dans les cuisines collectives n'est pas difficile. La question demeure de récupérer l'argent volé.

## **Question 2. Reconnaissance des cuisines collectives comme mesure de prévention en santé**

*Les cuisines collectives agissent en amont des coûts du système de santé. Le RCCQ demande que le ministère de la Santé et des Services sociaux reconnaisse formellement ce rôle et intègre les cuisines collectives à la prochaine politique gouvernementale de prévention en santé.*

*Vous engagez-vous à ce que les cuisines collectives soient nommément reconnues dans la prochaine politique gouvernementale de prévention en santé, et à ce que le MSSS contribue à leur financement?*

**Réponse :** Que ce soit le MSSS (ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec) ou via le PSOC (Programme de soutien aux organismes communautaires) ou d'autres programmes, on devrait financer les cuisines collectives. En réalité le MSSS devrait financer et fournir tous les besoins en santé du peuple. Cela signifie répondre aux demandes des travailleurs de la santé et leur fournir tout ce dont ils ont besoin. Ce sont eux qui effectuent le travail et prennent soin du peuple. Le MSSS gère l'offensive antisociale, gère les coupures et répond à la commande des gouvernements de payer les riches. Les dépenses actuelles de 81 milliards réparties en dépenses publiques et privées ne répondent tout simplement pas à la demande et la crise s'intensifie. La solution de discuter de plus de privé versus public est de refiler de nouveau une autre facture aux travailleurs de mille et une manière, et la crise s'intensifie. Ne faut-il pas porter une attention particulière à l'économie et la richesse qu'elle produit ?

## **Question 3. Adoption d'une loi-cadre sur le droit à l'alimentation**

*Une loi-cadre reconnaîtrait le droit à l'alimentation et coordonnerait l'action des ministères concernés. Elle donnerait cohérence aux politiques agricoles, sociales, environnementales et économiques.*

*Vous engagez-vous à ce que votre formation dépose une loi-cadre sur le droit à l'alimentation, ou en appuie le principe, au cours des douze premiers mois du prochain mandat?*

**Réponse :** Une vaste enquête est nécessaire afin de faire toute la lumière sur la corruption et la collusion entre les Partis Cartels au pouvoir et les oligarques qui pillent la richesse du Québec. Une loi-cadre qui reconnaîtrait le droit à l'alimentation, le droit de se loger et d'autres lois-cadre sont aussi nécessaires et cela inclut le pouvoir d'enquête et de poursuites au criminel pour violation des lois-cadre. Une première loi-cadre serait un moratoire sur la dette et une loi-cadre contre les détournements de fond en particulier les détournements de fond du trésor public.

Ce pillage de la richesse du Québec soulève beaucoup d'interrogation en l'occurrence sur la source de la dette du Québec.

La dette nette du Québec s'élève à 244,7 milliards, à cela s'ajoute les intérêts annuels de 10,2 milliards et des 11,9 milliards d'intérêts du Québec par an pour le service de la dette fédérale. Le gouvernement paie annuellement plus de 8,39 milliards de pour le service de la dette. La création du fond des générations créé en 2006 pour payer la "dette publique" a un solde actuel de 16,6 milliards et le gouvernement du Québec a consacré 2,3 milliards à ce fond en 2025-2026. Assurément, les oligarques financiers se font payer.

#### **Question 4. Architecture ministérielle de la loi-cadre**

*Le droit à l'alimentation traverse les responsabilités de plusieurs ministères de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du ministère de la Santé et des Services sociaux et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Confier la loi-cadre à un seul ministère reproduirait le cloisonnement qu'elle vise à corriger. Le RCCQ demande une responsabilité partagée et un mécanisme de coordination interministérielle doté d'un mandat clair.*

*Vous engagez-vous à ce qu'une loi-cadre québécoise repose sur une responsabilité partagée entre tous les ministères concernés plutôt que sur un seul ministère ?*

**Réponse :** Le pouvoir décisionnel du peuple est totalement absent de tout le processus démocratique et de la gouvernance, d'où la nécessité du renouveau démocratique et de s'empouvoier. La notion de pouvoir et de gouvernance, de responsabilité et de rendre des comptes est à l'ordre du jour. Le Québec traverse une crise politique et démocratique. Satisfaire les demandes du peuple passe par le contrôle et l'exercice du pouvoir par le peuple et pour le peuple. Le rôle de ces ministères, leur but partagé ou non partagé vise à remplir leurs obligations envers les commandes des "Partis Cartels" et par devers les oligarques.

Le concept "ministère" et "ministre" était lié au Roi comme serviteur direct du souverain, choisi par lui sans élection pour l'aider à gouverner. Aujourd'hui, ce "serviteur" est élu par "l'électeur" afin de servir ce "Roi" soit la collusion des Partis Cartels et des oligarques. Le jour même où le vote ou un "X" est mis dans la case, tout le pouvoir par le système électoral "First past the post" est au "Parti Cartel" qui gouverne au nom des oligarques. Le mandat est clair, la bataille pour s'empouvoier.

### **Question 5. Financement à la mission des organismes communautaires autonomes**

*Les organismes de cuisines collectives relèvent du Programme de soutien aux organismes communautaires et d'autres programmes ministériels. Le financement à la mission globale n'a pas suivi l'inflation ni la croissance de la demande.*

*Vous engagez-vous à indexer annuellement le financement à la mission globale des organismes communautaires autonomes et à en rehausser le montant de base au cours du prochain mandat?*

**Réponse :** Le samedi 19 septembre, une importante manifestation se tient à Rigaud pour porter les demandes des agriculteurs, des communautés contre le projet Alto. Ce projet détruira des terres arables et cultivées et la vie des familles et des communautés. Il portera atteinte au territoire du Québec et de l'Ontario. Au coût de 60 à 90 milliards, ce projet est en réalité une dette transférée au peuple et un projet contre les besoins et la volonté du peuple, pour enrichir un Consortium Cadence (promoteur du secteur privé, regroupant des entreprises canadiennes et internationales) Cela fait suite à la manifestation du 15 septembre à Trois-Rivières du "Communautaire à boutte". Rien dans ces élections à venir ne garantit le financement ou une hausse du financement afin de répondre aux demandes du peuple et des organismes communautaires qui tentent de secourir sur tous les fronts de la crise sociale la vie des familles et du peuple. La bataille pour satisfaire les demandes du peuple va se poursuivre après le 5 octobre.